

CRISE FINANCIÈRE : QUELLES CONSÉQUENCES POUR LES PAYS AFRICAINS ?

Par Germain Lambert MATOKO,

Docteur en Économie,

Centre d'études stratégiques du bassin du Congo

Enseignant au CNAM

Tout se passe comme si la crise financière actuelle n'est que la préoccupation des pays industrialisés et des pays émergents. Et, pourtant rien ne semble indiquer que les pays africains seront à l'abri des effets dévastateurs de cette crise que certains n'hésitent pas à qualifier de crise la plus grave après celle des années 30.

Avec le plan de sauvetage présenté par Henry Paulson et Ben Bernanke, on était tenté de penser que la crise était derrière nous dès lors que les places financières mondiales ont réagi positivement le lendemain après l'annonce du dimanche 21 septembre 2008 par les autorités monétaires. Très vite, cette euphorie boursière est retombée parce que des zones d'ombre de ce plan persistent au point où les marchés financiers indiquent, en retour, une défiance vis-à-vis d'un tel plan. En substance, le problème fondamental qui se pose au capitalisme financier n'est certainement pas celui d'une simple défaillance des marchés financiers qui ne comporterait pas une éthique. Bien plus, c'est la césure entre la sphère de production de richesses et la sphère financière.

Le mode de gouvernance privilégié depuis le début des années 80, notamment celui privilégiant la valeur actionnariale, s'est emballé au point d'opérer un décrochage entre le réel et la finance. L'extension d'un tel mode de gouvernance des entreprises à l'ensemble de l'économie mondiale n'a pu que susciter une course effrénée à la recherche du profit. Dans cette perspective, pour reprendre cette expression du Léviathan de la guerre de tous contre tous, ne peuvent survivre dans « l'état de nature financier que les entreprises qui sont à même d'avoir une puissance financière, autrement dit, celles dont la capitalisation boursière est la plus forte possible afin de dissuader les éventuels prédateurs. C'est à la lumière du côté sombre des marchés financiers selon l'expression de David A. Hirshleifer (*The dark side of the force*)¹ que nous allons réfléchir sur les conséquences de la crise financière actuelle sur les économies africaines.

On serait tenté d'analyser les répercussions de la crise en partant du constat que les marchés monétaires souffrent d'une insuffisance de liquidités actuellement. C'est sous cet angle qu'il conviendrait d'aborder l'analyse. Cette façon de faire n'est pas satisfaisante pour deux raisons : la première tient au fait que les grandes banques centrales injectent suffisamment de liquidités sans qu'elles ne parviennent à apaiser les marchés ; et, la deuxième consiste à dire que le décrochage du réel au financier ne peut être surmonté qu'en envisageant la possibilité de respecter cette adéquation entre le réel et le financier, c'est-à-dire en revenant à l'idée-force que le capitalisme ne peut sortir de ses affres qu'en mettant à nouveau l'accent sur la création des richesses et non en misant sur un développement

¹ HIRSHLEISER, J., (1994), « The dark side of the force », in *Economic Inquiry*, volume XXXII, pp. 1-10.

outrancier de la finance sans être adossé durablement à la création des richesses.

Telle est la leçon historique qui se dégage du fonctionnement du capitalisme lorsque celui-ci connaît de graves crises. Pour ces deux raisons, il est possible d'apporter un éclairage sur les conséquences probables de la crise financière sur les économies africaines dont il convient de distinguer d'une part les pays pourvus de matières premières, et d'autre part, ceux qui n'en sont pas pourvus. Ce clivage entre économies africaines nous permettra de mieux comprendre pourquoi certaines économies africaines peuvent tirer des avantages de cette crise ; a contrario pourquoi d'autres paieront au prix fort les effets de la crise financière. Une telle analyse exige que l'on se penche auparavant sur la sortie de crise.

I. LA SORTIE DE CRISE

Le plan de sauvetage de 700 milliards en faveur des institutions bancaires devrait redonner confiance aux marchés financiers et permettre aussi aux institutions financières de redémarrer leur activité dès lors qu'elles auront été délestées de leurs « créances toxiques »² qui seraient prises en charge par une structure de défaisance (de cantonnement). Si pour l'administration Bush, ce plan est

² Actifs non liquides dans les bilans des banques, qui sont la source profonde des tensions actuelles des institutions financières et des marchés financiers. En fait, les banques sont paralysées par des actifs invendables, car souvent adossés à des créances immobilières à risque (les subprimes). L'objectif serait de nettoyer les bilans des banques, en cantonnant leurs actifs à risques dans une structure nouvelle, parfois considérée comme une « *bad bank* ». C'est en fait une prise en charge publique des créances toxiques ou douteuses des banques qui est prévue.

celui de la dernière chance qui éviterait aux Etats-Unis la pire des situations économiques, il n'en demeure pas moins qu'il n'aura aucun impact véritablement significatif car le problème fondamental se situe ailleurs. Où est donc le problème ?

La globalisation financière se traduisant par la désintermédiation, la déréglementation et le décloisonnement des marchés financiers a permis l'essor des produits dérivés et de la titrisation. Ces produits financiers ont eu un succès considérable au niveau des marchés financiers en raison de leur rendement élevé sans oublier en même temps leur risque élevé. Dans le cas des Etats-Unis, le phénomène de titrisation a été adossé à des prêts hypothécaires risqués. Ce phénomène a eu pour effet la duplication des actifs financiers sans que ceux-ci ne correspondent pour autant à une contrepartie réelle, autrement dit l'activisme financier n'a pas donné lieu à une création de richesses équivalentes. Par conséquent, la titrisation accélérée a plus nourri la spéculation qui est devenue le moyen sûr de réaliser des gains énormes sans donner lieu à la création de richesses.

Face à un tel développement de la finance de marché qui s'est autonomisée par rapport à la sphère réelle, la conséquence d'une telle autonomie ne peut être que l'éclatement d'une crise financière grave. Certes en raison de la défiance au niveau des marchés financiers, il est normal que les marchés monétaires à leur tour soient gagnés par la panique au point où les banques n'alimentent plus convenablement les marchés. Ce comportement des banques a eu pour conséquence l'assèchement de liquidités, privant ainsi les banques de trésorerie, les empêchant de poursuivre leur activité de prêt.

Le diagnostic des autorités monétaires américaines a consisté à mettre en avant l'insuffisance de liquidités, d'où le plan de sauvetage avec la préoccupation centrale d'injecter de la monnaie en contrepartie des créances toxiques que les institutions financières céderaient à la structure de défaisance. Ce plan pourra soulager le système financier américain à court terme sans qu'il ne parvienne à résoudre la contrainte financière qui vérifie s'il y a correspondance entre le réel et le financier. L'économie américaine ne pourra redémarrer qu'en créant de la richesse (la logique productive et non la logique spéculative). Pour cette raison, le moyen d'expurger cette économie passe par la récession. C'est de cette manière que le capitalisme a toujours réussi à renaître de ses cendres à la manière d'un phœnix.

En raison de l'interdépendance entre l'économie américaine et celles de la zone euro, la récession va affecter durablement les économies européennes. Cela ne signifie pas que les pays émergents ne souffriraient pas de la récession. Dans la mesure où ces pays connaissent des taux de croissance élevés, ils sont à même de tirer la croissance économique mondiale, et de consolider leur position de nouveaux apporteurs de liquidités dans l'économie mondiale.

Au cours des dernières années les pays émergents ont accumulé suffisamment de devises provenant soit des recettes pétrolières, soit de leurs exportations. Leur excédent d'épargne leur a permis de créer de fonds souverains, véritables apporteurs de capitaux et de liquidités dans l'économie mondiale. En devenant les nouveaux investisseurs de long terme dans l'économie mondiale, ils entendent imposer des rapports politiques avec les économies occidentales.

Ces rapports politiques visent non seulement à exercer une tutelle financière sur ces économies développées en étant leurs créanciers nets mais aussi de contrôler dans une certaine mesure les firmes desdits pays car possédant des technologies de pointe indispensables aux pays émergents.

C'est dans la perspective de contrôle des économies en développement, en particulier les pays africains au sud du Sahara qu'il convient d'analyser les conséquences de la crise financière sur les pays africains.

II. CONSÉQUENCES DE LA CRISE FINANCIÈRE POUR LES PAYS AFRICAINS

Il a été montré précédemment que la crise financière a pour conséquence l'assèchement de liquidités sur les marchés monétaires alors que les pays émergents continuaient à accumuler des excédents d'épargne provenant de leurs exportations. En même temps, cette crise révèle de manière cruciale qu'un transfert de richesses continue à s'opérer en défaveur des économies américaine et européennes. C'est dans ce contexte économique et financier que les pays émergents entendent jouer pleinement leur rôle de pourvoyeur de capitaux et de liquidité à l'échelle mondiale. Ils cherchent également à contrôler les ressources minières et pétrolières et financer également les déficits publics des pays africains.

Pour les pays africains, les conséquences de la crise financière peuvent s'analyser à plusieurs niveaux à partir du clivage qu'on a retenu précédemment.

1. Renforcement du comportement rentier des pays exportateurs de produits de base

La crise financière risque de renforcer le comportement rentier de certains États exportateurs de produits de base ; elle pourrait les inciter à différer la mise en œuvre de politiques de diversification de leur économie en raison des gains considérables générés par l'envolée des prix des produits de base dont ils sont producteurs.

Au cours des années 90, de nombreux pays ont amorcé la libéralisation sensible de leur commerce dans le cadre des cycles des négociations commerciales multilatérales d'Uruguay et du programme de Doha. En dépit de ces efforts, le volume et la composition des exportations de l'Afrique n'ont pas radicalement changé. L'Afrique a même perdu des parts de marché à l'exportation. En 1980, part de l'Afrique dans les exportations mondiales était de 6 % ; en 2007 elle n'était plus que de 30 contre 3 %. En conséquence, la forte augmentation des recettes d'exportation que les pays africains ont enregistrée depuis bientôt une décennie n'a pas permis au continent de regagner les parts de marché perdues. Comme le souligne la CNUCED, « de nombreux pays africains tirent des gains considérables de l'envolée actuelle des prix des produits de base. Pour la première fois depuis trente ans, plusieurs pays ont la possibilité d'accumuler des ressources financières qui, si elles étaient utilisées de manière prudente, pourraient leur permettre de mettre en place un secteur productif vigoureux et diversifié qui tire mieux parti des possibilités d'exportation. »³

³ CNUCED, (2008), Le développement économique en Afrique en 2008. Résultats à l'exportation après la libéralisation du commerce : quelques tendances et perspectives, Genève, Nations Unies, p. 2.

L'envolée actuelle des prix de produits de base ne met pas les pays exportateurs à l'abri de nouvelles crises. L'histoire récente montre que « chaque pays d'Afrique subsaharienne absorbe une ou deux fois par décennie un choc majeur tel que l'effondrement de son économie ou de ses structures politiques, dû à un conflit, une famine, la désintégration de la vie politique et de la société ou des facteurs exogènes. » (Honohan et Beck, 2007)⁴

2. Réduction de l'aide publique au développement

La crise financière va se traduire inéluctablement par la diminution de l'aide fournie par les donateurs, aussi bien bilatéraux que multilatéraux. Le secteur agricole sera le premier touché par cette réduction. Dans le cadre de la réalisation de l'objectif n°1 des OMD (objectif stratégique pour la réduction de la pauvreté et la promotion d'une croissance favorables aux pauvres), les institutions internationales entendaient consacrer un effort accru et soutenu en faveur de l'agriculture⁵, secteur qui emploie environ 65 % de la population active du continent (Banque mondiale, 2007). L'agriculture n'arrive pas à financer son propre développement parce qu'elle ne dégagne pas un excédent net conséquent ; elle attire peu d'investissement d'où une faible productivité. L'augmentation de la productivité et de la production implique nécessairement l'apport de ressources extérieures. En vingt-cinq ans, de 1980 à 2004, les ressources totales (APD et ressources publiques domestiques) consacrées à l'agriculture sont passées environ de 8 milliards de dollars américains à 3,4

⁴ Honohan Patrick et Beck Thorsten, (2007), Making Finance Work for Africa, The World Bank, Washington DC, 260 pages.

⁵ Banque Mondiale, « La Banque mondiale appelle à un renouveau agricole pour réduire la pauvreté rurale dans les économies en mutation », Rapport sur le développement dans le monde 2008.

milliards de dollars. Quand à l'APD, elle est passée de 3,2 milliards de dollars en 1988 à 1,2 milliard en 2004. Cette tendance lourde est constatée également en valeur relative. En effet la part de l'APD allouée à l'agriculture a connu une chute spectaculaire, passant de 16,9 % à 3,5 % sur la période 1980-2004. (Banque Mondiale ; CNUCED ; ACP).

En dernière analyse, la crise financière mondiale va aggraver la crise alimentaire, ce qui réduirait à néant le plan ambitieux (les OMD) adopté par 191 pays lors de l'Assemblée générale des Nations Unies en septembre 2000 à New York. La finalité de ce plan était l'établissement d'un monde meilleur, plus juste, un monde où tous les enfants pourraient aller à l'école apprendre à lire et à écrire, où les femmes et les hommes ne souffriraient plus de la faim et pourraient se soigner, où mettre un enfant au monde se ferait sans risque. Par ailleurs les programmes de lutte contre le VIH/SIDA, le paludisme, la tuberculose, l'analphabétisme, etc., seront également touchés par le reflux de l'aide extérieure.

3. Conséquences spécifiques pour les pays exportateurs de matières premières

3.1. Investissements directs étrangers ciblés

L'attraction des investissements étrangers originaires des pays émergents vers les pays exportateurs de matières premières va s'accélérer. Cependant ceux-ci vont continuer de se diriger vers les secteurs exploitant les ressources naturelles indispensables à leur industrie et au relèvement du niveau de vie de leur population. Dans les pays africains, l'exploitation des ressources naturelles fonctionne sur le modèle des enclaves, sans lien structurel avec les

autres secteurs. Ses relations avec le reste de l'économie passent par le budget de l'État. Celui-ci joue alors le rôle de redistributeur à travers les dépenses publiques.

L'accroissement de l'IDE va avoir pour conséquence d'accentuer encore plus le caractère volatile de la croissance économique des pays exportateurs de matières premières, l'asymétrie de leur structure économique et la dégradation de leur environnement. Ces pays vont ainsi s'éloigner des préoccupations actuelles de la communauté internationale quant au développement durable et aux effets du changement climatique consécutif au réchauffement de la planète. Plusieurs rapports du Groupe International d'Étude sur le Climat (GIEC) montrent que l'impact sera redoutable pour les pays d'Afrique subsaharienne en raison de la conjugaison de plusieurs facteurs et série de phénomènes : l'évolution démographique, la faiblesse des politiques, l'urbanisation, etc.

En outre, des crédits de long terme seront accordés à ces pays en contrepartie des ressources minières gagées comme on le voit avec les producteurs de pétrole.

3.2. Risques de nouvel endettement

Bien que le taux d'intérêt assorti à ces prêts soit faible, ce nouvel endettement pourra ruiner à terme les efforts d'annulation de la dette dont ces pays ont pu bénéficier de la part des pays membres de l'OCDE depuis une dizaine d'années. Ces crédits ne sont pas gérés dans la transparence alors que celle-ci constitue sans conteste l'aspect le plus important de la bonne gouvernance et de la lutte contre la pauvreté.

3.3. Amplification de la corruption

Il n'est donc pas exagéré de dire que les pratiques opaques qui vont entourer ce type de prêts auront pour effet d'amplifier la corruption dans ces pays. Le contrôle des pays miniers se fera donc au moyen des investissements directs et au moyen de la corruption des dirigeants politiques. Comme les termes de ces contrats de prêts ne sont pas connus, il est concevable que des clauses sur l'achat des armes expliquent le caractère confidentiel de ce type de prêts. N'est-ce pas là le moyen sûr de relancer les guerres civiles dans ces pays car l'un des facteurs déclenchants de cette violence politique est sans conteste la richesse minière de ces pays.

2. Conséquences spécifiques pour les pays non exportateurs de matières premières

Ces pays vont également bénéficier de crédits qui vont être accordés par les pays émergents. En contrepartie, les marchés publics seront réservés aux pays émergents via les sociétés des dits pays. Là aussi, c'est une nouvelle forme d'endettement qui va se poursuivre de manière plus intense, au point de ruiner les efforts consentis à ces pays en vue d'alléger leur fardeau de la dette.

CONCLUSION

On peut donc affirmer de manière péremptoire que la crise financière, tout en consacrant la dépossession des richesses des économies occidentales au moyen des prix élevés de matières premières et d'un affaiblissement de leurs exportations, va valider une modification du rapport de force qui entraînera de nouveaux rapports politiques au

profit de pays émergents (Chine, Corée, Inde, Russie, Brésil) et un retour vers le multilatéralisme que les Etats-Unis avaient jeté aux orties après les attentats du 11 septembre 2008. En effet, compte tenu de l'imbrication actuelle des économies nationales, les interventions massives de nombreux pays (notamment du G8 et les pays émergents) est nécessaire pour éviter un effondrement planétaire. De même l'assèchement des capitaux va amener les pays riches à être plus exigeants envers les bénéficiaires de l'Aide publique au développement dans l'utilisation des dons au bénéfice de la lutte contre la pauvreté.

Les pays africains ne peuvent donc échapper à ce paradigme qui se traduira par le contrôle exercé par les nouveaux maîtres de la « Global Economy ». Ces rapports seront ceux du Maître à l'esclave, telle est la ruse de l'Histoire des relations monétaires et financières internationales ou encore celui de la solidarité du cheval et du cavalier pour reprendre l'expression du Pr Joseph Ki-Zerbo.

BIBLIOGRAPHIE

- ARTUS, Patrick, (Sous la direction de), (2008)
La crise financière. Causes, effets et réformes nécessaires, Paris, Les Cahiers Le Cercle des économistes, Paris, PUF, Descartes & Cie, 140 pages.
- BANQUE MONDIALE,
« La Banque mondiale appelle à un renouveau agricole pour réduire la pauvreté rurale dans les économies en mutation », in Rapport sur le développement dans le monde 2008.
- CNUCED, (2008),
Le développement économique en Afrique en 2008. Résultats à l'exportation après la libéralisation du commerce : quelques tendances et perspectives, Genève, Nations Unies.
- GUHA, Krishna, GERRERA Francesco, MACKENZIE Michael and TETT Gillian,
“ Global markets roar in approval”, article disponible en ligne : http://www.ft.com/cms/s/0/958f45f8-8628-11dd-959e-0000779fd18c.html?ncklick_check=1
- JACQUILLAT, Bertrand, (Sous la direction de), (2008),
Hedge Funds, Private Equity, Marchés financiers : les frères ennemis, Les Cahiers Le Cercle des économistes, Paris, PUF, Descartes & Cie, 123 pages.
- LA TRIBUNE,
« Vingt propositions pour sortir de la crise », in La Tribune, vendredi et samedi 20 septembre 2008, N° 4000.
- LA TRIBUNE,
« Crise des marchés : l'État, la solution ? », in La Tribune, jeudi 18 septembre 2008, n° 3999.
- LES ECHOS,
« Les marchés redoutent que la crise échappe à tout contrôle », in Les Échos, jeudi 18 septembre 2008, n° 20 260.
- LIBERATION,
« Le plan américain : purger les banques de leurs actifs toxiques », in Libération, vendredi 19 septembre 2008, article consulté en ligne sur <http://www.libération.fr>
- LORENZI, Jean-Hervé, (Sous la direction de), (2008),
La guerre des capitalismes aura lieu, Le Cercle des économistes, Paris, Perrin, 219 pages.
- ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE
Statistiques du commerce extérieur, Éditions de 1998 à 2007, Genève.